

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4434 <sup>Me</sup>

Service Central: Consultation d'Agent.  
Région: \_\_\_\_\_

Architecte.

Honoraires.

OBJET DE LA CONSULTATION

Honoraires d'architecte pour établissement de plans, devis, etc. des malgré l'état de guerre et l'abandon du projet de construction d'un immeuble.

Mad: Treint

Directrice d'Ecole Maternelle.

52. rue de Wattignies.

Paris (12<sup>e</sup>).

Références :

Observations :

D<sup>re</sup> N° 4434 H<sup>e</sup> ; Aff. : Treint.

TROUVILLE, XXXX 23 Septembre 9

A.G.

4434 Me

Madame TREINT  
Directrice d'Ecole Maternelle  
52, Rue de Wattignies  
PARIS (12ème)

En réponse à votre lettre du 15 Septembre, je vous informe que l'architecte, à qui vous avez confié le soin de dresser les plans et devis estimatifs de la construction que vous vous proposez d'édifier sur votre terrain, est juridiquement fondé à exiger la rémunération de son travail.

Sans doute, les circonstances actuelles sont-elles exceptionnelles et avez-vous des raisons légitimes de renoncer à donner suite à votre projet de construction; mais, dans l'état présent de la législation, il n'existe aucun texte, qui vous permette de ne pas exécuter vos obligations contractuelles.

Votre situation de Directrice d'Ecole Maternelle de Paris ne saurait, d'autre part, vous autoriser à invoquer, au cas de poursuites, les dispositions spéciales du décret-loi du 1er Septembre

1939, dispositions qui ne concernent que les militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, ou les hommes des deux dernières classes, libérées d'obligations militaires affectés par le Ministre de la Guerre aux formations de Défense passive.

Par contre, M. Fernand TREINT, mobilisé au front, aurait pu se prévaloir du décret-loi susvisé, s'il avait contracté avec l'architecte, ce qui ne paraît pas résulter de votre lettre où vous déclarez avoir agi personnellement en votre nom et pour votre compte. Du reste, il est à observer que le décret-loi n'emporte pas annulation de dettes; il suspend seulement l'exercice des actions, sauf autorisation spéciale de justice donnée au créancier.

En ce qui regarde les honoraires demandés ( 1,25 % ) , il n'apparaît pas à première vue qu'ils soient excessifs; toutefois, vous pourriez vous renseigner à ce sujet auprès d'hommes de l'art. J'ajoute que les Tribunaux, même en présence de conventions expresses, se reconnaissent le droit de réduire les honoraires d'architectes, lorsqu'ils sont exagérés.

ad/  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé de Cazemay*

Mme Creint  
Directrice d'Ecole Maternelle  
52 Rue de Wattignies  
Paris 12e



4  
ce Vendredi 15 Septembre  
1939

Monsieur,

~~M. Mann  
19-9-39~~

Excusez ma liberté de venir  
vous demander un renseignement. Je sais que  
vos services sont désintéressés et votre réponse  
ne sera peut-être pas une charge très lourde.  
J'agis dans l'intérêt d'un employé de la  
S.N.C.F., Creint Fernand, mobilisé au  
front.

Voici ce dont il s'agit. Sur un  
terrain dont j'ai fait récemment l'acquisi-  
tion, j'avais l'intention de faire construire  
Je me suis adressée à un architecte lequel  
a fait plans, devis et a consulté les entre-  
preneurs. Il prétend pouvoir faire la  
maison, en dépit des événements, avec  
quelques restrictions : le plâtrier me dit-il  
car son père, ancien entrepreneur s'en chargerait

mais n'est pas qualifié pour le travail du plâtre.  
Comme 1<sup>o</sup> j'étais amené à emprunter pour faire  
édifier cette maison 2<sup>o</sup> que je vois avoir raison  
de ne pas faire construire dans ces conditions,  
je refuse. Mais alors, l'architecte me  
demande le montant des honoraires pour  
son travail car dit-il "l'architecte est le  
M. qui ne subit aucun aléa". Toutefois  
au lieu de 2.400 qu'il me demandait, il  
accepterait 1.400 avec solde de tout  
compte <sup>pour une maison</sup> <sup>qu'il établissait à 115.000<sup>+</sup></sup>.  
Devrais-je dans l'avenir  
m'acquitter de cette somme ou les  
circonstances m'en dispenseront-elles?  
L'architecte a travaillé certes, mais tout ce  
que je déboursrai est en pure perte car je  
n'aurai jamais qu'une maison dessinée  
sur du papier! Je suis Directrice d'école  
maternelle <sup>à Paris</sup>, mobilisée civile donc. Je fournis  
en ce moment un travail supplémentaire et  
gratuit. L'architecte, lui, prétend la rémuné-  
ration de son travail. Dois-je accepter  
la proposition à 1.400<sup>+</sup> à l'amiable. Je vous  
remercierai de votre réponse rapide car cet homme  
est pressé et je voudrais lui répondre en connaissance  
de cause. Veuillez agréer, Monsieur,  
mes remerciements très distingués. 7. juin.

Vu  
Ly  
me  
A.G.  
N° 4434

Madame TREINT  
Directrice d'Ecole Maternelle  
52, Rue de WATTIGNIES  
à PARIS (12ème)

En réponse à votre lettre du 15 Septembre, je vous informe que l'architecte à qui vous avez confié le soin de ~~traiter~~<sup>élaborer</sup> les plans et devis estimatifs de la construction que vous vous proposez d'édifier sur ~~un terrain dont vous êtes propriétaire~~<sup>vohe</sup>, est juridiquement fondé à exiger la rémunération de son travail.

Sans doute, les circonstances actuelles sont-elles exceptionnelles et vous avez des raisons légitimes de renoncer à donner suite à votre projet de construction; mais, dans l'état présent de la législation, il n'existe aucun texte, qui vous permette de ne pas exécuter vos obligations contractuelles. [Votre situation de Directrice d'Ecole Maternelle de Paris ne saurait, d'autre part, vous autoriser à invoquer, au cas de poursuites, les dispositions spéciales du décret-loi du ~~1er Octobre~~<sup>10 septembre</sup> 1939, qui ne concernent que les militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, ou les hommes des deux dernières classes, libérés militaires d'obligations /affectés par le Ministère de la Guerre aux formations de Défense passive.

Par contre, M. Fernand TREINT, mobilisé au front, aurait pu se prévaloir du décret-loi susvisé,

s'il avait contracté avec l'architecte, ce qui ne paraît pas résulter de votre lettre où vous déclarez avoir ~~agi~~ personnellement en votre nom et pour votre compte. Du reste, <sup>il est à observer que</sup> le décret-loi n'emporte pas ~~annu-~~ ~~lation~~ de dettes; il suspend seulement l'exercice des actions, sauf autorisation spéciale de justice donnée au créancier.

En ce qui regarde les honoraires demandés (1;25 %), il n'apparaît pas à première vue qu'ils soient excessifs; toutefois, vous pourrez vous renseigner à ce sujet auprès d'hommes de l'art. J'ajoute que les Tribunaux, même en <sup>présence de</sup> ~~l'absence de~~ conventions expresses, se reconnaissent le droit de réduire les honoraires d'architectes lorsqu'ils sont exagérés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,